



Le 11 mai ou le 11, mais...



Jean-Marc Périvolos

Ainsi, le 11 mai, la France a commencé son déconfinement, Jupiter l'a décidé. Et peu importe si les conditions sanitaires ne sont pas garanties ; de toutes façons, pourraient-elles l'être ? Le virus n'a pas disparu, nous avons ni vaccin ni traitement. Il ne faudrait pas que ce 11 mai se transforme en 11 septembre ...

Habituellement, ce gouvernement frappe fort, à grands coups de 49-3 ou d'ordonnances mais là, rien n'y fait. Ce virus ne ressemble pas aux travailleurs. Le 1er Consul l'a dit le 19 avril : « *Il va falloir apprendre à vivre avec le COVID* ». Notre pays ne peut rester à l'arrêt plus longtemps, d'autant plus que nos voisins européens redémarrent eux aussi. Vous pensez à l'Allemagne ? Mais analyse-t-on les raisons de sa gestion remarquable de la crise ? Peu de reportages sur BFM TV sur l'importance des Services Publics, guère plus sur TF1 au sujet de la casse de l'hôpital public ou sur l'investissement nécessaire à la recherche.

Pendant ce temps, l'Education Nationale est un peu dans le cirage, elle brille par ses incohérences et la brosse à reluire a fait provisoirement place à la matraque et au mépris. Quelle démagogie de la part de notre grand Schtroumpf ! Visiblement, il n'a pas le temps de ramasser les fraises, tant il sillonne les médias. Difficile de le suivre, difficile de comprendre, difficile de le comprendre. La pédagogie n'est pas son fort mais est-ce surprenant quand vos proches se nomment Muriel ou Sibeth ?!

Rappelons-nous du 11 février 1990, un formidable espoir renaît ; Nelson Mandela est libéré. **Pour nous, à partir du 11 mai, il faudrait un « après » qui ne soit pas comme avant.** Notre système est à bout, on en a touché les limites et l'opinion publique en prend conscience. **Il faudra remettre l'humain au centre de nos préoccupations, préserver notre environnement, mieux répartir les richesses, faire preuve de solidarité et de fraternité ou encore consommer différemment.** Nos responsables politiques devraient être à l'écoute de ce renouveau. Le seront-ils ?

De Gaulle disait : « *La politique est une action pour un idéal à travers des réalités* ». Nous avons un idéal et la réalité est que notre pouvoir est capital dans le choix de nos politiques. **Le SNUipp-FSU est toujours resté fidèle à ses valeurs quel que soit le gouvernement en place et prendra toute sa place lors de la reconstruction de cet « après ».** Pour cela nous aurons tous besoin les uns des autres, le syndicat sera alors le meilleur moyen de se retrouver, de se fédérer dans l'unité la plus large possible. « *Le SNUipp-FSU a pour but, en toute indépendance, d'œuvrer à la défense des droits de l'homme et à la construction d'un monde de tolérance, de solidarité et de paix en contribuant à la transformation de la société* ». Ce n'est pas moi qui le dit mais le point H, article 2 de ses statuts.



SOMMAIRE

Page 1 Édito
Page 2 En introduction...
Page 3 Actualités
Pages 4 à 5 Témoignage : une maman prof en colère
Page 6 Paritarisme
Page 7 Réforme des retraites
Page 8 à 9 Humeur : Déconfinement
Pages 10 à 11 RASED
Pages 12 à 13 Analyse : De l'hôpital à l'Éducation Nationale
Pages 14 à 15 Humeur : Foutez-nous la paix M. le Ministre !

L'année scolaire aura été rude...

Elle n'est pas encore terminée. Elle a commencé dans la douleur et la stupéfaction, avec le suicide retentissant de notre collègue Christine Renon. Puis ce fut au tour de la mise au grand jour inédite de la réalité de nos conditions de travail. A de multiples reprises, nous nous sommes retrouvés sous les fenêtres de l'Inspection Académique pour nous faire entendre à ce propos.

2

S'en est suivie **la réforme des retraites**, avec plus d'une dizaine de jours de grève et de manifestations à répétition. La fatigue morale s'est faite sentir face à ce gouvernement décidé à ne rien lâcher.

Et puis il y a eu **cette crise soudaine et violente du coronavirus**. Le confinement, la classe à distance et maintenant le retour à marche forcée dans nos écoles.

Dans quel état vont ressortir les enseignant.e.s à l'issue de cette année scolaire 2019/2020 si particulière ?

Gageons que l'on arrive à se retrouver, individuellement, collectivement, pour passer ce cap.

Au SNUipp-FSU de la Savoie, nous avons alors voulu faire un journal un peu différent de celui d'ordinaire.

Déjà, parce que, à l'heure où nous écrivons ces lignes, confinement oblige, nous avons été contraints de le faire à distance et donc en for-

mat numérique. Ensuite parce que nous avons eu envie de faire un journal qui, pour une fois, ne traiterait pas de l'actualité et du fonctionnement classique et quotidien de nos écoles et des personnels. **Nous avons tenu à prendre un temps de réflexion sur la période que nous traversons avec des articles plus « de fond », qui permettent (on l'espère) de prendre un peu de recul sur ce que nous vivons.**

Un Acteurs un peu différent également car le nombre de rédactrices et de rédacteurs est plus important qu'à l'ordinaire. Beaucoup de membres du bureau et du Conseil syndical du SNUipp-FSU de la Savoie ont mis la main à la pâte pour élaborer les articles de ce modeste journal.

Enfin, à travers ces quelques pages, nous avons tenu à **rendre hommage à Jean-Pierre Brizemur, le fameux dessinateur du SNUipp-FSU, emporté fin avril par cette sale bête de coronavirus.**

Bonne lecture à toutes et à tous,

Thomas GAUTIER, rédacteur en chef

RETOUR SUR LA CARTE SCOLAIRE POUR LA RENTRÉE 2020 CTSD DU 9 ET 14 AVRIL ET CDEN DU 16 AVRIL 2020

Cette carte scolaire s'est déroulée dans un contexte inédit de crise sanitaire, les instances se sont tenues en visioconférence pour les CtsD et par échange de mails pour le CDEN, ce qui n'a pas facilité les échanges...

Notre département devait se voir doté de 5 postes supplémentaires pour la rentrée 2020, et au final, ce seront 17 postes qui seront créés (pour rappel, il y a eu 15 postes supprimés à la rentrée 2019) :

+ 5 emplois attribués au département en janvier, « malgré » une prévision de moins de 217 élèves à la rentrée 2020

+ 8 emplois sur la dotation supplémentaire annoncée la semaine avant le CTSD

+ 4 emplois « retrouvés » par le biais d'une opération gestionnaire et administrative, ces supports étaient occupés par des contractuels, et sont ré-introduits dans la carte scolaire.

Pendant, la dotation reste insuffisante pour couvrir les

besoins, sans parler de la question des postes de RASED et de remplaçant.e.s, grands absents de cette carte scolaire.

Ainsi, malgré l'affichage de + 17 postes cette année, nous sommes encore en train de payer le démantèlement de l'Éducation Nationale effectué sous un quinquennat précédent dont le Ministre actuel est bien au fait puisqu'il était alors directeur général de l'enseignement scolaire...

Il est regrettable qu'il ait fallu une pandémie pour que le ministère « ouvre les vannes » et accorde des dotations supplémentaires (+ 8 pour la Savoie), et pour que nos dirigeants prennent conscience que les services publics sont essentiels.

Nous espérons que le « jour d'après » ne sera pas celui de l'austérité, mais de l'investissement dans le service public d'éducation.

(Retrouvez tous les comptes-rendus sur la carte scolaire 2020 sur notre site internet www.73.snuipp.fr)

Plus que jamais le 1er mai !

Le 1er mai 2020, la journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, a eu un écho tout particulier dans le contexte de crise sanitaire. La pandémie qui se répand dans le monde entier a révélé de manière tragique les dérèglements du capitalisme néolibéral et productiviste ainsi que les dysfonctionnements de l'actuelle gouvernance mondiale. La situation nécessite d'affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques.

C'est pour cela que 25 organisations ont appelé ensemble à participer aux mobilisations et manifestations syndicales « confinées », pour commencer à « construire ensemble le jour d'après ».

Les impératifs de santé publique ont été à l'honneur de ce 1er mai. Nos organisations ont appelé à manifester la solidarité avec les travailleurs.se.s, en France et dans tous les pays, dont les activités continuent, souvent sans même le matériel de protection nécessaire. La solidarité aussi avec les « invisibles » que la crise a pourtant révélé.e.s comme indispensables, ainsi qu'avec les précaires et les « sans », dont la situation s'est dramatiquement aggravée pendant la crise.

Les 25 signataires de la tribune « 1er mai : « plus jamais ça ! » ont rappelé leurs exigences :

- l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- le renouvellement des droits démocratiques
- un plan de relocalisation solidaire et écologique des activités de l'industrie, de l'agriculture et des services



- un plan de développement de tous les services publics et une revalorisation des métiers d'utilité publique

Même confiné.e.s, nous avons manifesté le 1er mai, depuis chez nous, avec des pancartes, banderoles, avec des photos et vidéos sur les réseaux sociaux.

Au niveau départemental, nous avons apprécié de contribuer, pour la FSU, au « clip vidéo » reprenant cette tribune du 1er mai, aux côtés de la CGT, Solidaires, ATTAC, Les Amis de la Terre, Alternatiba, et Greenpeace.

Nous avons rendu visible et exprimé ce que nous voulons en France comme ailleurs : un changement de cap, pour un futur écologique, social, féministe et démocratique !



Merci Jean-Pierre Brizemur, pour tes coups de crayons qui ont si admirablement croqué notre quotidien et dénoncé les destructeurs de l'École. Tes dessins vont nous manquer.

Assise en tailleur sur le tapis d'éveil de ma fille de 2 mois et demi, je prépare les ateliers de fluence que je dois mettre en place la semaine prochaine avec les élèves de l'école. Elle me regarde agacée, gesticule, voilà une demi heure que je lui parle de façon spasmodique, et cela ne lui convient qu'à moitié. J'ai beau lui expliquer qu'il me faut plus de temps pour réfléchir à la mise en place d'un atelier de lecture à plusieurs et à distance, elle ne veut rien savoir. Elle, les outils de visioconférence, elle s'en tape. La voilà maintenant sur mes genoux, poing tendu, « non maman, voilà qui est dit, tu t'occuperas de moi ».

Le confinement, une aubaine pour elle, elle se retrouve au chaud avec sa maman, en lieu et place de passer ses journées chez une nounou de 7h30 à 18h chaque jour.

Une heure plus tard, après avoir fait une trentaine de tours de jardin, -il n'est pas très grand- et avoir joué avec un hochet papillon pour apaiser bébé, je me replace derrière mon écran, un peu agacée à mon tour. Je sais que d'ici 1h son papa arrivera et que je pourrai enfin porter pleinement

4



ma casquette d'enseignante, mais j'aurais aimé terminer ce travail avant d'**enchaîner sur la énième journée dans ma journée** et tout à coup mon esprit s'égare... Je suis inquiète.

Hier, le président a informé les français d'une reprise du travail à partir du 11 mai, et mon esprit qui a lui aussi choppé la fibre maternelle, s'est tout de suite orienté vers les modalités pratiques. Et oui, car, pour reprendre **le 11 mai**, et vu qu'il n'y a aucune place en crèche avant septembre de l'an 2036, **la première chose indispensable à faire sera de trouver une nounou**, chose qu'il nous a été impossible de faire jusqu'à présent pour cause de confinement. Choisir une nounou en visio ? Pas très confortable... Inquiétude.

Mon esprit peu concentré continue de virevolter : mon bébé ne prend pas le biberon. Rectification : mon bébé ne prend pas encore le biberon. Si j'avais dû reprendre il y a 2 semaines à la date prévue, comment aurais-je fait ? Grâce au confinement, nous avons un mois devant nous pour lui faire accepter les tétines en plastique! Tout cela à condition que j'arrive à tirer mon lait la journée à l'école. Nouvelle vague d'inquiétude.

Quelles sont les dispositions prévues par la loi pour que les mamans allaitantes puissent continuer à nourrir leur bébé au lait maternel ?

Je fais une recherche internet « droit du travail de la fonction publique », je tombe sur le portail de la fonction publique, je vais dans l'onglet congé maternité, alinea sur l'allaitement et je lis : « Allaitement : 1 h/jour maximum à prendre en 2 fois lorsque le lieu de garde de l'enfant est intégré dans la structure de travail. Des facilités de service peuvent être accordées aux mères en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant (crèche ou domicile voisin...). »

TÉMOIGNAGE : UNE MAMAN PROF EN COLÈRE

Quid de la législation en matière de tire-lait ? J'imagine que je devrais faire ça pendant les récréations (je ne pourrai pas assurer mes services, j'espère que mes collègues vont bien le prendre?), 15 minutes pour tirer mon lait, dans les toilettes de l'école (y'a t-il une prise?). Sortir des toilettes avec ma machine (ce qui n'est absolument pas discret) et, mon lait à la main, traverser la classe de ma collègue (avec les enfants en plein apprentissage) pour le mettre au frigo. Honte. Angoisse.

Je pense également à mes collègues jeunes mères qui n'ont personne d'autre qu'elles pour assurer les récréations et qui doivent attendre le repas du midi. Celles-là ne peuvent, de fait, absolument pas bénéficier de cet aménagement de travail pour allaitement prévu par la loi et tellement important pour la sérénité de chacune.

Je téléphone à une amie référente allaitement pour l'association SOS préma de Chambéry, je lui demande, comment font les femmes qui allaitent et qui travaillent en même temps ? Dépitée, elle me répond : « Et bien c'est tragique, mais... la plupart du temps, elles arrêtent l'allaitement, et sinon pour les plus déterminées, et bien, elle galèrent. » Je racroche. Panique à bord. Laquelle de ces mamans vais-je être ? Et alors que les recommandations sanitaires prônent un allaitement exclusif jusqu'à 6 mois, je me mets à douter de moi, de cette détermination requise et je sens la colère m'envahir.

Mon bébé complètement allongé sur mon ventre au moment où j'écris (ouf enfin elle dort), je me dis que c'est toujours pareil. **Ce que l'on me demande de façon implicite c'est de sacrifier sa santé pour des raisons économiques**, de la faire garder

par un tiers, n'importe qui du moment qu'elle soit gardée et que ses parents puissent aller bosser ! Sinon, si on est pas content, il y a toujours la solution magique du congé parental et ses misérables 400 euros par mois !



Mon esprit se met alors à extrapoler sur le système institutionnel français de manière plus globale : surtout ne pas légiférer pour une alimentation plus saine, pour une énergie plus durable, pour une finance plus raisonnée, car ce serait mettre en colère le MEDEF et tous ses copains actionnaires.

Il y a pourtant des pays économiquement viables dans lesquels la part belle est faite aux congés parentaux, au développement du bébé et à l'aspect humain en général. Et tout à coup, à l'instar peut-être du MEDEF Norvégien contrarié parce qu'il finance des congés paternels et maternels de 46 semaines, c'est moi qui suis en colère. J'enrage parce qu'à cause d'actionnaires cupides et de gouvernements complaisants, je vais devoir tirer mon lait dans des toilettes exiguës, en culpabilisant de laisser mon bébé 10h par jour à quelqu'un que je n'ai pas choisi pour un prix exorbitant tout en ayant dormi 3h (parce qu'elle ne fait évidemment pas du tout ses nuits), et en soignant la bienveillance, la patience et l'enthousiasme tout au long de la journée face aux élèves !

Nous sommes des fonctionnaires, nous fonctionnons. Ils sont ouvriers, ils œuvrent. Et les actionnaires, eux, ils actionnent. Évidemment, cqfd !

Avec tout ça... je n'ai même pas avancé sur mes prép !

J.R

5

Le paritarisme en 2020, ça donne quoi ?

Ce quinquennat a bouleversé le dialogue social dans la fonction publique : la loi de transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 est parue, et nous en ressentons les effets négatifs à notre niveau, dans l'Education nationale, et plus particulièrement à notre échelle départementale.

Les commissions administratives paritaires ont été vidées de leurs substances :

Plus question de mouvement ni de promotion, deux aspects essentiels de nos carrières où les représentants des personnels veillaient à l'égalité de traitement des agents et au respect des règles établies ; fusion des comités techniques (CT) et des comités d'hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT). Les organisations syndicales élues lors des élections professionnelles, représentant tous les personnels, étaient forces de propositions au bénéfice des agents en amont de ces instances, lors de groupes de travail.

Mais ce gouvernement a choisi d'imposer sa **vision managériale** en évinçant les représentants des personnels, soit disant pour rendre les services publics « plus efficaces »... En réalité, il souhaite agir à sa guise, sans concertation ni contestation possible de la part des principaux intéressés : les personnels.

Qu'est-ce qui change concrètement pour les enseignant.es en Savoie?

6 Les fameuses CAPD (commissions administratives paritaires départementales), où il était question des opérations de mouvement (traitement des demandes de temps partiel, vérification des affectations en phase principale, recomposition des postes fractionnés) et de l'avancement (promotions d'échelon, de grade) disparaissent petit à petit.

Depuis le 1er janvier 2020, les CAPD ne traitent donc plus du mouvement. A partir du 1er janvier 2021, ce sera au tour des CAPD « promotions » de disparaître.

Puis, à l'horizon 2022, la fusion des CT (gestion des moyens, notamment de la carte scolaire dans le 1er degré) et des CHSCT (mis en place dans le public depuis 2012 seulement) s'annonce catastrophique... En lien avec la dégradation des conditions de travail, les CHSCT sont de plus en plus sollicités. Traiter de ces sujets en même temps que la carte scolaire (par exemple) paraît mission, si ce n'est impossible, difficile. On peut aisément voir ici une tentative de museler les personnels : est-ce une façon d'éviter les « sujets qui fâchent » ?

Les représentant.es des personnels du SNUipp-FSU 73 continuent le travail d'information, de vérification, d'accompagnement auprès de la profession, au-delà de la présence lors d'instances paritaires.

Nous faisons appel à vous pour continuer de nous fournir les informations nécessaires au traitement de vos dossiers.

Nous continuons de réfléchir à l'amélioration de nos conditions de travail, à notre métier, à la transformation de la société !

Les organisations syndicales ont encore toute leur place auprès des personnels, si le gouvernement essaie de « diviser pour mieux régner », nous continuons à former un collectif qui protège car « ensemble on est plus fort » !



Pourvu que le virus les fasse battre en retraite.

Une actualité en chasse bien souvent une autre : l'ampleur de la crise sanitaire a fait oublier la réforme des retraites et l'a rendue presque dérisoire.

Ça paraît être une autre époque mais c'était il n'y a pas si longtemps...

Souvenez-vous, lorsque les salarié.e.s que nous sommes étai^{ent} attaqué.e.s par Emmanuel Macron et sa politique libérale afin de **nous faire travailler plus longtemps, avec une pension moindre.**

Une autre forme de virus sévissait alors cet hiver: la politique antisociale ! (A ce propos, trouverons-nous un jour un vaccin ?!)

A l'époque, le seul geste barrière que nous avions était **le nombre considérable de jours de grèves et de manifestations** pour dire stop à ce projet de retraite par points. **Jamais une réforme n'avait rencontré une lutte aussi longue**, autant déterminée. Il faut dire qu'en face, ils ne voulaient rien lâcher, et nous non plus.

Et c'est là qu'un petit virus, venu de l'Empire du Milieu, a tout balayé d'un revers de manche !

Vu le contexte, **l'exécutif a été évidemment contraint de suspendre sa réforme.** A l'heure de l'unité nationale, où l'on convoque l'esprit de solidarité, difficile de faire autrement.

Oui mais demain ? Lorsque la crise sanitaire sera derrière nous, que nous aurons retrouvé un semblant de vie « normale », que se passera-t-il ?

Si, au sein même de la majorité LREM, des bruits de couloirs se font entendre pour faire disparaître cette réforme en même temps que le virus, rien n'est acté.

Certes il sera **difficile pour Emmanuel Macron de demander à celles et ceux qui ont tant donné durant cette crise d'accepter de se faire raboter leur retraite.** Oui, mais... !

Difficile d'exhorter hospitaliers, hôtesses de caisses, livreurs, postières, et même enseignant.e.s, en première ligne pour lutter contre le coronavirus, pour qu'ils admettent de perdre des droits à la retraite. Oui, mais... !

Quelle sera alors la marge de manœuvre du gouvernement? Donner un statut particulier à ces métiers en les exonérant de la réforme ? Cela reviendrait à recréer des régimes spéciaux pourtant si décriés !

Ça signifierait également renoncer au vœu d'universalité du régime de retraite, totem rabâché par Emmanuel Macron et consort. Cela dit, ils ne sont plus à une contradiction près.

Non, une fois le calme revenu, ils pourraient bien avoir simplement envie de **remettre la réforme sur la table.** En arguant, sans aucune vergogne, **du nécessaire effort à la Nation qui incombe aux salari.e.e.s**, pour résorber la crise dû à ce virus. De là à penser que celui-ci soit une aubaine pour cette réforme, il n'y a qu'un pas !

Ainsi, au sortir de cette crise, il faudra être vigilant.e.s pour ne pas se faire endormir par les engagements actuels «la main sur le coeur» et les soi-disantes prises de conscience de celles et ceux qui nous gouvernent.

Il faudra ainsi rester sur nos gardes, pour que cet autre virus qu'est la réforme des retraites, ne reparte pas de plus belle, en une « deuxième vague » !

Ne nous laissons pas berner : « le monde d'après » ne viendra pas des politiques libérales.

Pour elles, il est fort à parier qu'il ressemblera fortement au « monde d'avant »...

Peut-être même en pire !



Que cache le déconfinement ?



Pour répondre à cette question, il suffit de remonter de quelques semaines (et d'avoir un peu mauvais esprit... ou pas).

Rappelez-vous : ce petit bâtard de virus s'attaquait aux personnes âgées, et seulement à ces personnes vulnérables. Petit aparté : on ne dit plus «personne dépendante» parce que c'est vilain mais «personne vulnérable». Les établissements qui les accueillent ne seront donc plus des EHPAD mais des EHPAV. «On va mettre Mémé en EHPAV», quand on le dit vite, ça a de l'allure !

Plouf plouf, il faut donc protéger les EHPAD et seulement eux. Ah, des gens plus jeunes meurent aussi... bon, ça doit être que les enfants sont des vecteurs terribles alors on devrait fermer les écoles. **Le jeudi matin, le ministre explique comment ce serait une démarche compliquée. Le jeudi soir, le président annonce la fermeture des écoles et le ministre explique**

que c'est en fait super simple parce qu'on s'y est préparé «depuis des mois.» Je sais pas vous mais moi, je ne me suis pas senti super préparé à faire classe à distance... et les parents non plus, manifestement, qui n'avaient pas acheté un ordinateur pour chacun de leurs enfants...

Et si on mettait des masques ? Ouh là non ça ne sert à rien et c'est même dangereux : Sibeth N'Diaye, porte-parole du gouvernement expliquait avec sa verve habituelle combien c'était technique de mettre un masque. Même elle, tiens, ne savait pas l'utiliser ! Parce que le masque, si tu l'enfiles et que après tu te mets le doigt dans le nez, eh ben il est foutu ! Merci Sibouleth, ça fait avancer le débat et c'est convaincant.

Petit à petit, on commence à se dire que, peut-être, un masque, même de carnaval, c'est mieux que rien... puis on envisage de l'imposer. Au début, le masque ne servait à rien parce qu'on n'en avait pas ! Il ne fallait pas que les Français aillent piller les pharmacies. **Dis au gouvernement de quoi tu as besoin, Sibeth (ah, ce prénom, on ne s'en lasse pas) t'expliquera pourquoi il faut que tu t'en passes !**

On s'est aussi aperçu que, **des masques, on en avait 1,4 milliards, il y a moins de dix ans et que les stocks avaient été ramenés à 140 millions parce que c'était cher à stocker !** On s'est aussi aperçu que des usines de fabrication de masques avaient fermé en France parce qu'elles produisaient trop cher par rapport aux Chinois ! Comme ça, on s'est retrouvé à faire le marchand de tapis avec les Américains qui détournent les avions de livraison à grands coups de dollars.

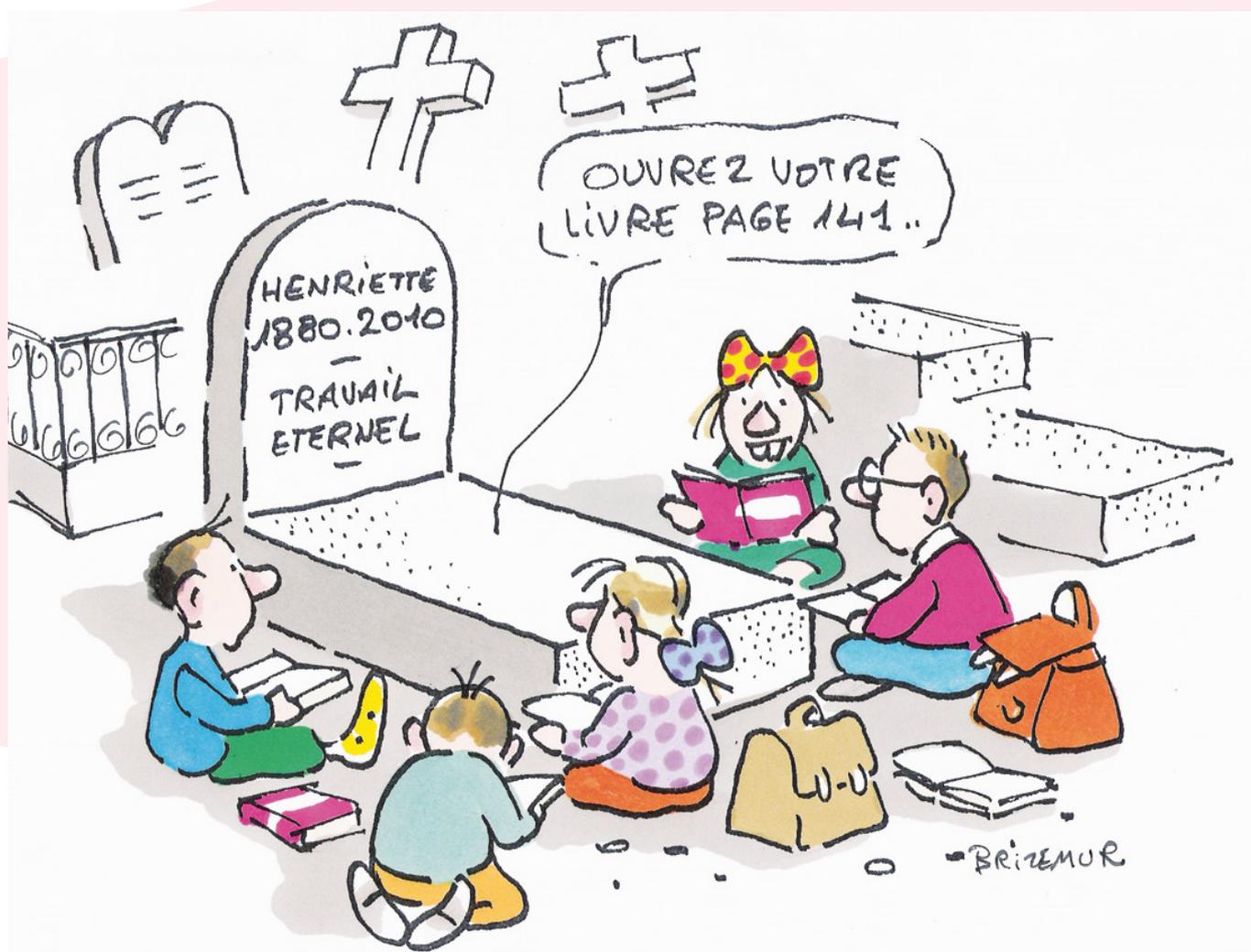
C'est là qu'on comprend que, **même en matière de santé, c'est le pognon qui fait marcher le monde.** Fort de cette constatation (pas vraiment nouvelle), pourquoi devrait-on penser que la ré-ouverture des écoles obéit à un objectif de santé publique ?

Tout pareil, le discours change d'un coup : en fait, les enfants ne sont pas tant que ça des vecteurs. Encore 15 jours et ils seront peut-être même le vaccin !

Bien sûr on testera à tout va (là aussi, les tests ça a été meuh meuh, les explications) pour éviter que des malades reviennent au travail et contaminent. Quels tests ? Euh, ben on sait pas trop ! Pour détecter les malades ou les immuniser ? Euh ben, on ne sait pas trop... et on ne sait même pas si on sera immunisés. Bon, alors on verra sur place. Les premiers qui ont failli mourir et recommencent à tousser sont priés de se signaler sur l'application et de poster sur Touitterre, comme ça les voisins pourront les lapider quand ils rentreront chez eux..

Ne peut-on pas imaginer que le souci premier chez ceux qui dirigent la France soit plutôt d'empêcher l'économie de plonger et la dette de se creuser en remettant les gens au boulot ? Pour cela, il faudrait que quelqu'un garde les gosses et donc expliquer en long, en large et en travers que ce qu'on disait il y a un mois n'est plus vrai maintenant... Quitte à se prendre une seconde vague et à subir quelques pertes. Jean Nohain disait : *«Il faudrait une bonne guerre : ça fait de la place pour se garer !»* Il en va de même pour les pandémies.

J.M.R



Les «psy» mobilisé.e.s

Les psychologues de l'Éducation Nationale, continuent de travailler comme ils le peuvent. Beaucoup ont organisé des **permanences téléphoniques** académiques ou locales, dans ces dernières semaines pour recevoir les demandes, ou simplement discuter.

La perspective de la reprise est pour nous source d'inquiétude et d'espoir. Inquiétude quant aux dispositifs sanitaires de protection sanitaire des élèves et des personnels, mais espoir d'être utiles dans l'après 11 mai, retour en classe des élèves ou pas.

Nous avons bien conscience que **cette reprise progressive va mobiliser l'énergie des enseignants autour des tâches pédagogiques, de raccrochage des élèves les plus éloignés du scolaire** pendant cette période. Dans les échanges entre psychologues, nous avons pu dégager quelques points qui nous semblent importants à garder à l'esprit de tous.

Le manque criant de postes de PsyEN, tant dans le premier que dans le second degré, empêche le déploiement de toutes les compétences professionnelles des psychologues auprès des équipes. Pour autant, plusieurs pistes peuvent être envisagées.

La FSU demande que soient rapidement tirées les conclusions de cette période :

* En termes de **création de postes dans les 2 spécialités et de revalorisation.**

* **Augmentation des moyens de formation continue** pour approfondir les conséquences du travail à distance pour les pratiques des Psychologues.

* Pour les psychologues du premier degré, la **mise en place de rencontres départementales** entre psychologues doit être institutionnalisée, par circulaire nationale. C'est une demande récurrente qui trouve sa nécessité dans la période actuelle.

Que peuvent faire les PsyEN dans ce contexte de possible retour dans les écoles et les établissements ?

* **Sensibiliser les enseignants aux troubles possibles** dont certains enfants et adolescents peuvent être victimes.

* **Échanger avec les équipes sur les premiers temps de parole** qu'ils organiseront dans les classes, permettant ainsi aux enfants ou adolescents de revenir collectivement sur l'expérience du confinement et de l'École à la maison, de mettre des mots, des analyses, des sym-

boles sur cette période d'isolement social mais aussi sur cette nouvelle manière de vivre la collectivité avec des mesures de distanciation entre les individus.

* **Accorder une importance particulière au suivi des enfants et adolescents qui ne reviennent pas à l'École**, soit parce qu'ils étaient déjà en risque de décrochage, soit par la connaissance que la psychologue a pu avoir de la fragilité de sa situation.

* **Proposer aux parents** par le biais de l'école, de l'établissement, du CIO ou du RASED, **une possibilité de contacts avec la ou le psychologue** afin que puissent être exprimées les préoccupations par rapport à l'enfant ou l'adolescente (son comportement pendant le confinement et après, ses peurs, l'inquiétude par rapport à sa scolarité et son orientation.)

* **Faire le point** régulièrement en équipe pluri-professionnelle de suivi **sur les situations nouvelles ou déjà suivies.** Faire le lien avec les services sociaux de protection de l'enfance, le secteur médico-social (CMP, ITEP, IME...), en particulier quand il y a eu carence et mise en danger des enfants.

* **Contribuer à ce que soit mis en place dans l'établissement un cadre rassurant et clair**, aussi bien sur le plan matériel que sur le plan de la cohérence éducative à adopter par les équipes.

* Participer avec les équipes dans les établissements, à la **mise en place de dispositifs d'aide pour les élèves** qui le souhaitent (groupes de parole, groupe

de médiation à partir de supports divers) en fonction des compétences spécifiques des PsyEN et de leur expérience.

* S'appuyer sur les équipes de travail de PsyEN pour **réfléchir ensemble aux réponses à apporter aux demandes** qui nous sont adressées, afin que nos missions et le code de déontologie des psychologues soient respectés. En particulier, faire prendre en compte la situation psychologique et sociale des enfants, des adolescents et des familles avant toute prise de décision qui auront des incidences sur leur scolarité.

Cette période certes particulière est aussi l'occasion de prendre du recul sur ce qui est le plus essentiel dans nos missions. Et la relation humaine, entre personnels, comme entre personnels et public ressort comme l'élément majeur. L'école est aussi un lieu central, un pilier autour duquel se rassembler quand les repères sociaux et moraux s'obscurcissent. Ce n'est pas un lieu de reproduction d'une élite de premier cordée, mais parfois le seul endroit de « résilience » et de récupération pour certains enfants.

L'école doit être au centre du nouveau contrat social que nous avons à écrire, pour éviter le délitement social déjà largement à l'œuvre avant la crise. **Nous les Enseignants, nous les Psychologues, sommes aussi des premiers de cordée et de corvée, chacun à sa manière.**

Franck CELLE, Psychologue EDA
Commissaire paritaire en CAPA
Membre du collectif national des psychologues EDA FSU



APRÈS LE COVID, PLACE AU RASED

Pour justifier le déconfinement, le gouvernement met en avant le creusement des inégalités sociales et scolaires des élèves. Si nous sommes d'accord sur le constat, nous sommes par contre en profond désaccord sur les solutions envisagées par notre ministère pour remédier à ces difficultés (stages de remédiation pendant les vacances, APC, fermeture des postes « plus de maitres que de classe », de postes RASED...),

Pour le SNUipp-FSU, il faut réinvestir les RASED, dispositif indispensable à la réussite de tous les élèves. La difficulté scolaire doit être traitée sur le temps de classe et non sur un temps supplémentaire qui entraîne une surcharge de travail pour les élèves les plus fragiles. Il faut renforcer les services de médecine scolaire essentiels pour repérer les problèmes sanitaires ou familiaux, pour dépister certains troubles...

Pour que le « jour d'après » profite à tous nos élèves, reconstruisons nos RASED, retrouvons une médecine scolaire de qualité.

De l'hôpital à l'Éducation Nationale : la mort aux trousses

La crise du Coronavirus, au-delà de la catastrophe sanitaire, a mis en exergue deux choses essentielles.

D'une part que le service public, accessible à toutes et à tous sur l'ensemble du territoire, est incontournable dans une société démocratique et solidaire.

Ensuite que la dégradation volontaire des systèmes de santé et de protection sociale depuis plusieurs décennies, avait une responsabilité outrancière dans l'amplification de cette crise.

Diminutions drastiques des lits dans les hôpitaux, sous-dotation en masques pour les soignants, pénurie de tests : les politiques libérales engendrent des ravages pour la santé des citoyens et des citoyennes.

Difficile pour les hommes et les femmes politiques de le nier. Le chef d'État l'a concédé lui-même, dans son tonitruant discours du 12 mars, Emmanuel Macron déclarait : *« Ce que révèle déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans conditions de revenus, de parcours ou de profession, notre Etat providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché »*

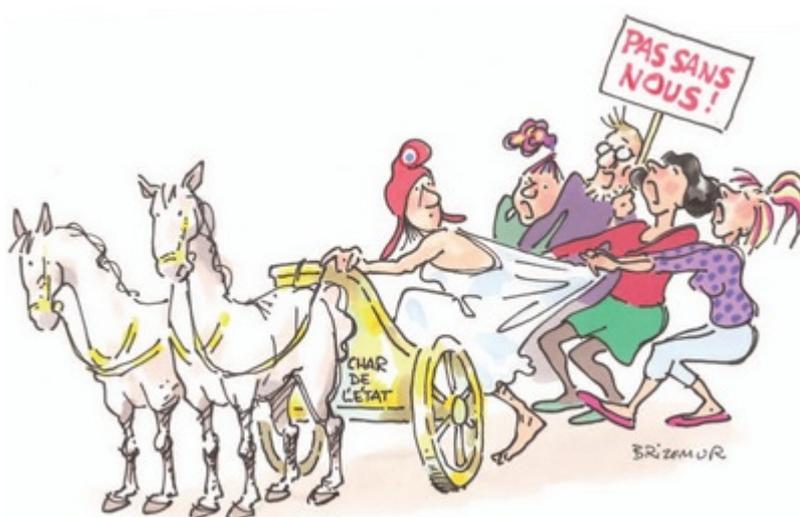
Un peu tard pour s'en rendre compte, cher Président... Et les larmes de crocodile ne suffiront pas à duper les citoyennes et les citoyens : vous êtes un des artisans de ces gouvernances qui font la part belle aux profits de quelques-uns à l'encontre de l'intérêt général.

La soudaineté de cette crise, sa violence, ses horreurs ont ainsi montré au grand jour l'ignominie de ces politiques d'austérité dans le domaine de la santé.

Situation explosive à l'hôpital où des services entiers se sont retrouvés submergés et où les soignants, si peu considérés par le pouvoir jusque-là, se sont retrouvés à travailler nuit et jour jusqu'à l'épuisement, jusqu'à la mort même pour certaines et certains d'entre eux.

Mais une autre explosion, plus sourde, plus diffuse, plus insidieuse, plus latente est également en cours.

On la voit moins mais elle gangrène la société et elle tue à petit feu.



Elle se trouve au sein de l'Éducation Nationale, qui elle aussi, est contaminée, à l'instar de l'hôpital public. Le virus est le même : l'austérité des politiques libérales. Ce mal qui a infecté notre école publique depuis les années 90, est mortel.

Oui, le sous-investissement dans l'école publique tue.

Maintenir des effectifs de classe hauts, ne pas être en mesure de remplacer des enseignants, détruire petit à petit tous les systèmes d'aide aux élèves en difficultés, ne plus former les professeurs provoque une mort sociale et économique pour des milliers de jeunes.

On le sait, les jeunes issus des familles en situation de précarité n'ont pas les codes scolaires, ne possèdent pas les mêmes armes culturelles que les plus favorisés et vont, hélas, rencontrer davantage de difficultés à l'école.

Pierre Bourdieu l'a démontré, Philippe Meirieu l'a confirmé et d'autres ont témoigné dans ce sens : sous-investir dans l'éducation, c'est laisser les plus démunis sur le bord du chemin scolaire, professionnel et donc social.

La dépense intérieure d'éducation rapportée à la richesse de notre pays a baissé de 7,7 % à 6,7 % entre 1996 et 2016. Ainsi, chaque année, notre pays consacre une part moindre de sa richesse à la formation de sa jeunesse. Et un point de PIB, c'est énorme : si l'on consacrait le même niveau à l'éducation qu'en 1996, notre système d'enseignement disposerait de 23 milliards d'euros de plus ! Avec cet argent, on doublerait aisément toutes les classes, on serait en mesure de remplacer les collègues, on garderait tous nos dispositifs d'aides, etc, etc...

Sous-doter l'école, c'est acter la fin du fameux « ascenseur social ». En activité après la Guerre et durant les trente glorieuses, celui-ci a permis à des milliers de filles et de fils d'ouvriers et d'ouvrières d'atteindre des métiers et des niveaux économiques qui leur étaient interdits jusque-là.

Désormais c'est terminé : non seulement les enfants de pauvres ne progressent plus, pire encore, ils régressent d'un point de vue socio-économique. L'école porte une immense responsabilité en la matière.

On ne parle pas ici des enseignantes et des enseignants qui pour la plupart, choisissent ce métier pour tordre le coup au déterminisme social et s'investissent corps et âme dans leur mission. Ce sont les choix politiques qui sont visés.



A l'image des soignants sans gants, ni masques, les enseignants n'ont pas non plus les moyens de faire s'émaniciper les élèves les plus démunis.

Et les études montrent une chose abjecte : quand on est pauvre, on meurt plus vite.

D'après les chiffres de l'INSEE, l'espérance de vie pour un homme au RSA est de 72 ans, alors que si l'on gagne 3000 € par mois, on peut escompter vivre jusqu'à 83 ans. 11 ans de vie d'écart.

Ainsi, ne pas donner à l'école les moyens de faire progresser les élèves les plus dans le besoin, c'est d'une part les cantonner à une vie ancrée dans la pauvreté mais c'est également leur acter une espérance de vie plus faible que la moyenne.

Sous-investir dans l'hôpital a tué, sous-investir dans l'école tuera.

T.G.



**TOUS LES ÉLÈVES MÉRITENT
DES CLASSES MOINS CHARGÉES.**

C'EST BEAUCOUP DEMANDER ?



Foutez-nous la paix, Monsieur le Ministre !

Une préparation de rentrée ne se fait pas par médias interposés

Monsieur le Ministre, j'ose l'affirmer haut et fort : vous avez raison ! Je suis totalement d'accord avec vous. Je crois même que, depuis le début de ma carrière, je n'ai jamais été autant en phase avec un ministre de l'Éducation Nationale. Sincèrement. En effet, quand vous affirmez, lundi 4 mai 2020, au micro d'une télévision d'information continue, que « une préparation de rentrée ne se fait pas par médias interposés », tous les personnels de l'Éducation Nationale ne peuvent qu'acquiescer. Et se dire que, enfin, nous avons un ministre qui a su (plutôt que de passer son temps sur les plateaux de télévision ou de radio), se retrousser les manches, accompagner nos collègues, aider chaque école à s'organiser, dans le respect de chacun et pour le bonheur de tous (ne parle-t-on pas « d'école de la confiance »?)

Un ministre qui a su tirer les leçons de ses propres déconvenues. En effet, Le Nouvel Obs du 22 avril nous apprend que vous l'avez « *pris un peu dans l'estomac de tout apprendre quinze minutes* » avant la décision du Président de la République de rouvrir les écoles dès le 11 mai. Le soir de cette annonce, M. le Ministre, j'ai eu de la peine pour vous. Sincèrement. Ces choses là ne se font pas. Et désormais, vous le savez mieux que quiconque. Donc on ne vous y prendra plus, à dévoiler vos consignes aux médias avant d'en informer les principaux concernés.

Sauf que...

Sauf que, M. Blanquer, **nous n'avons jamais connu de ministre de l'Éducation Nationale passant autant de temps à mettre en scène sa politique que vous** (et pourtant, on a en connu, des politiciens, au ministère !). Sauf que **nous n'en pouvons plus de voir votre tête** dès qu'on allume la télé, d'entendre votre voix dès qu'on allume la radio, et de vous retrouver encore lorsqu'on ouvre notre messagerie internet ! Sauf qu'il est devenu insupportable de devoir guetter la moindre annonce médiatique de votre part (parfois contredite dès

le lendemain) pour savoir quelles nouvelles consignes nous allons devoir appliquer !

Monsieur le Ministre, vous avez commencé votre mandat en affirmant que vous ne seriez pas le n-ième ministre à vouloir chambouler une nouvelle fois les programmes. Puis **vous avez pondu les « repères annuels de progression »**... venus ainsi réécrire les programmes.

Vous avez claironné sur tous les médias vous attaquer enfin frontalement à la difficulté scolaire, grâce à « votre » réforme des CP et CE1 à 12 en REP/REP+ (poussée aux forceps et à moyens constants). Puis **vous avez sabré le dispositif « Plus de maîtres que de classes »** qui commençait à peine à trouver son rythme de croisière.

Vous avez théorisé, à l'aide de journaux complaisants, votre stratégie des « petite touches » pour **faire évoluer doucement mais sûrement le système**. Puis vous avez fait voter à la hussarde une « *loi sur l'école de la confiance* » dont l'article premier ordonne aux acteurs de terrain de ne surtout pas faire de vagues.

Vous chantez à qui veut l'entendre les louanges d'un corps enseignant qui aurait toute votre confiance, qui fait un métier formidable.

Mais dans le même temps, **vous niez notre professionnalisme en nous imposant (parfois au prix de fortes pressions) des évaluations standardisées** déconnectées de la réalité et des « guides orange » voulant faire passer tous les enseignements sous le seul prisme de sciences cognitives mal maîtrisées.

Monsieur le Ministre, pendant que vous paviez dans tous les médias pour vanter vos réformes, les acteurs de terrain (à commencer par vos Inspecteurs d'Académie) vous alertaient sur **la souffrance au travail engendrée par leur rythme effréné et la perte de sens qu'elles engendraient**.

Il y a un an, en plein procès France Télécom, nombre d'observateurs s'inquiétaient d'une situation de même nature dans l'Éducation Nationale d'aujourd'hui. Et **il a fallu attendre que le suicide d'une de nos collègues, en septembre**, passe entre les mailles de l'omerta pour que vous daigniez enfin, sous la pression médiatique, vous préoccuper du problème.

Nous avons ainsi eu le droit à un joli message vidéo envoyé directement par vos soins sur notre messagerie pour nous

dire ... euh... pas grand-chose, en fait. C'est pratique, la vidéo. Ça fait « moderne », « branché », ça permet d'être compris même des illettrés (pas sûr qu'il y en ait beaucoup parmi les enseignants...), et surtout, cela impose à l'auditeur le rythme de son locuteur, sans lui laisser le loisir de lire en diagonale tout ce qui est verbiage inutile (comme ce paragraphe, par exemple), et sans lui laisser le temps de s'approprier le contenu utile, ni d'exercer son jugement et son sens critique. Et vous semblez apprécier l'exercice, M. le Ministre, puisque vous l'avez répété à maintes reprises cette année : notamment en décembre pour nous expliquer qu'il fallait faire confiance au gouvernement pour la réforme des retraites (et ne surtout pas se mettre en grève), puis pas moins de 5 fois depuis le début de la crise sanitaire, toujours avec ce même plan fixe sur votre regard hypnotique, afin de nous exhorter à vous suivre sur la voie de la « continuité pédagogique », tel un Big Brother de la « Nation apprenante ».

Monsieur le Ministre, cette crise est le symbole de votre politique. Il ne se passe pas une semaine, un jour, une heure parfois, sans une nouvelle annonce médiatique de votre part, aussitôt contredite, soit par vous-même, soit par un autre membre du gouvernement. Alors que la priorité aurait dû être la protection de la population, **vosre obsession de la « continuité pédagogique » à marche forcée a provoqué un stress généralisé chez les enseignants, élèves, et parents d'élèves.** Vous déclariez dans les médias que tout était prêt pour la mise en place de l'en-

seignement à distance, que l'école ne s'arrêterait pas. Alors que rien n'était prêt. Que tout a dû être improvisé, sans aucune formation, sans aucun temps de réflexion, avec les moyens du bord, par les petits exécutants qui doivent suivre les ordres qu'ils découvrent à la télé. Vous claironnez de partout, avec une arrogance bien française, que nous sommes en train d'inventer un nouveau mode d'enseignement, que la révolution pédagogique est en marche. Alors qu'on n'invente rien du tout. On



se démène, sur le terrain, avec les moyens du bord, pour sauver ce qui peut l'être, pour limiter la casse, en jonglant comme d'habitude avec les injonctions contradictoires.

De sortie médiatique en sortie médiatique, on ne compte plus le nombre d'absurdités que vous arrivez à sortir. Par exemple, on découvre au 20h du mardi 28 avril que chaque parent d'élève serait contacté individuellement par son école avant le lundi 4 mai (... alors qu'un tiers des écoles de France étaient encore en va-

cances...)

M. le Ministre, au lieu de circuler de plateaux de télévision en studios de radio pour inventer de nouveaux slogans (la « Nation apprenante », les « vacances apprenantes », « l'été apprenant » ... et bientôt la « rentrée trop prenante»), n'auriez-vous pas pu vous métamorphoser en « ministre apprenant » et vous instruire vraiment des réalités du terrain ? **N'aurait-il pas mieux valu faire une réelle pause dans l'année scolaire, afin de prendre le temps de préparer sereinement une rentrée de septembre qui s'annonce des plus compliquées ?** En nous formant réellement à l'enseignement à distance (une formation qui ne se limite pas à l'appropriation sur le tas d'outils numériques) ? En expérimentant ce printemps, à petite échelle, sans aucune pression quant au rythme de travail et aux programmes scolaires, et en nous donnant les moyens de garantir la sécurité sanitaire ?

M. le Ministre, en situation de crise, votre rôle devrait être de nous protéger, de nous aider à construire un mieux-être tous ensemble. Au lieu de cela, votre obsession de la parole médiatique nous mène tout droit vers l'épuisement professionnel. Vous avez raison : *«une préparation de rentrée ne se fait pas par médias interposés»*. **Alors s'il vous plaît, continuez à hanter les médias si vous voulez, mais pitié, foutez-nous la paix, et laissez votre place au ministère à quelqu'un qui saura y apporter la sérénité dont nous aurons tous besoin d'ici septembre !**

J.B.